

le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

MARDI 23 OCTOBRE 1979 - N° 978

Commission paritaire N° 56 942 Tél. 636.73.76.

2,00 F.

Budget : la petite guerre du RPR

A plusieurs reprises, le groupe RPR de l'Assemblée nationale vient de voter avec l'opposition contre le projet de budget, notamment sur le barème de l'impôt sur le revenu. Ce lundi, le RPR entendait mettre en cause une partie du budget et obtenir une réduction des dépenses de l'Etat de 2 milliards de francs. Dans ce débat, le RPR illustre donc son «nouveau style» : tout en votant parfois contre les projets gouvernementaux, il veut aussi apparaître comme ayant une position «constructive», en faisant des propositions.

Une chose au moins continuera comme par le passé : après avoir manifesté son originalité par rapport au gouvernement, le RPR votera le budget, si le gouvernement impose le vote bloqué, éventualité que laissait prévoir le ministre du travail Boulin.

Après le raz de marée de Nice, un aveu indirect

De nombreuses associations et des personnalités scientifiques avaient mis en cause les pouvoirs publics dans le raz de marée qui a causé la mort de plusieurs personnes la semaine passée dans la baie de Nice. Il s'avérait que les travaux engagés pour la construction du port de Nice avaient modifié l'équilibre des fonds marins.

Dimanche, Joël Le Theule, ministre des transports, a déclaré que le projet de port de commerce devait être reconsidéré : « Ce qui s'est passé est très grave. C'est un incident sans précédent en métropole. Ce ne serait pas sérieux que l'ancien projet soit repris ».

C'est l'aveu indirect que les préoccupations de ceux qui, depuis plusieurs années, mettaient en cause ce projet étaient fondées...

Face à l'intransigeance patronale et gouvernementale

DES LUTTES QUI SE DURCISSENT

Alsthom, Merlin-Gérin (Grenoble), Motobécane (Saint-Quentin), Houillères de La Mure, Ardoisières de Trélazé...

• Les négociations entre la direction d'Alsthom-Belfort et l'intersyndicale ont échoué, la direction prétendant poser comme préalable la levée des piquets de grève. La grève continue donc. La CGT et la CFDT appellent mercredi, à une manifestation à Belfort : les entreprises du Territoire de Belfort y sont appelées, ainsi que des délégations des autres usines du groupe.

A l'usine de Saint-Ouen, une journée portes-ouvertes a été l'occasion pour les travailleurs de la localité de manifester leur solidarité.

• Merlin-Gérin à Grenoble qui emploie 8 500 personnes est en grève depuis le 10 octobre sur une plate-forme de revendications communes CGT-CFDT sur les 3 points : salaires, emploi, libertés.

Le mouvement a surpris par son ampleur et par la rapidité de son développement. De 30 à 40 % de grévistes au début, au bout de 10 jours on compte 90 % de grévistes dans la plupart des ateliers et 40 à 70 % dans les bureaux. Et ceci dans une quinzaine d'usines. Pour arriver à une telle ampleur, il y a eu le souci de convaincre les non-grévistes par les tours

dans les ateliers et les bureaux et par des discussions répétées sur la lutte. Il y a eu aussi les piquets de grève qui se sont généralisés au bout de 4 à 5 jours. Il y a de plus les visites d'une usine à l'autre qui ont favorisé les contacts et les échanges. Vendredi toutes les usines étaient en grève illimitée. C'est alors que FO s'est trouvé contraint de rallier le mouvement. A l'usine H, voyant que la direction faisait enlever les matrices, les grévistes votent l'occupation. L'usine H est une usine de 400 personnes qui alimente de nombreuses usines Merlin-Gérin en matériel, les filiales Merlin-Gérin comme celles de Montmélan dans l'Isère et d'Alès dans le Gard, qui seront obligées de s'arrêter d'ici quelques jours. Le week-end dernier de nombreux grévistes sont allés rendre visite à ceux de H qui occupent : piquets de grève, occupations sont des formes de lutte qu'on n'avait pas vues à Merlin depuis 1968.

• Lundi matin, les travailleurs de l'usine Motobécane de Saint-Quentin ont voté la poursuite du mouvement engagé contre les licenciements. La direction avait proposé de réduire les licenciements prévus de quelques dizaines, mais les travailleurs ne se sont pas contentés de cette demi-mesure.

• Aux Houillères de La Mure, dans l'Isère, les mineurs sont en grève depuis le 8 octobre. Une dizaine d'entre-eux ont été assignés devant le tribunal de grande instance de Grenoble pour «atteinte à la liberté du travail». Ces manœuvres d'intimidation de la direction ne font pas fléchir leur mouvement.

• A Trélazé, près d'Angers, les Ardoisières en sont à leur 17^e jour de grève. Les patrons comptaient sur un essouffement de leur lutte. Le vote de vendredi a montré que 95 % des travailleurs sont favorables à la poursuite de la lutte.

LIRE EN PAGES 3 ET 8



Jeudi 18 : On n'avait pas vu une manif de Merlin aussi importante depuis 1968.

DAYAN DEMISSIONNE : CRISE DANS LE GOUVERNEMENT ISRAELIEN

La démission de Dayan de son poste de ministre des Affaires étrangères, du gouvernement israélien était attendue. Il avance comme raison le fait qu'il ait été tenu à l'écart des négociations tendant à la définition d'un statut d'autonomie dans les territoires occupés par l'Etat sioniste, et souligne l'échec des consultations entreprises par le ministre de l'Intérieur.

Cette démission est la conclusion de désaccords persistants au sein du gouvernement sioniste quant à la politique à suivre dans les territoires occupés. La politique du gouvernement Begin d'implantation de colonies de peuplement va à l'encontre des initiatives comme celles qu'avaient pu prendre Dayan en rencontrant des membres de l'OLP.

Cette politique de Begin met les Etats-Unis dans une position délicate, car elle bloque toute tentative d'ouverture qu'ils pourraient consentir en direction des pays arabes parties prenantes de l'accord de Bagdad. La position de Dayan sera sans doute favorablement accueillie par une partie de l'administration américaine, qui s'était montrée favorable à des négociations avec l'OLP et les pays du front du refus.

GEOOTHERMIE : NOUS FERONS-NOUS CHAUFFER PAR LA TERRE ?

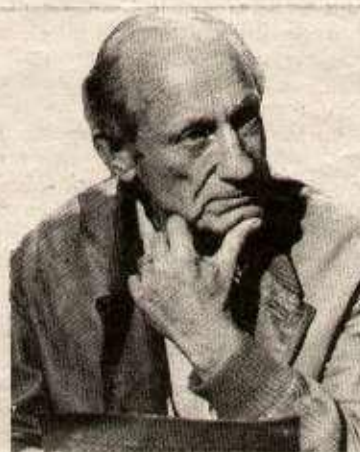
Par Michel BERTEL

Les tremblements de terre de ces dernières années, pour la plupart très meurtriers, donnent une illustration tragique de l'énergie contenue sous l'écorce terrestre. Séismes, volcanisme ont provoqué maintes catastrophes et cette formidable énergie paraît indomptable et dévastatrice. Une meilleure connaissance de ces phénomènes commence à permettre de

limiter ces désastres. Mais surtout, il est possible d'utiliser cette énergie qui jaillit de l'écorce terrestre. C'est la géothermie, ressource énergétique abondante, à bon marché et pratiquement inépuisable.

Depuis de longues années, Haroun Tazieff «milite» pour cette ressource énergétique. Il nous expose aujourd'hui son point de vue.

LE POINT DE VUE D'HAROUN TAZIEFF



titudes, pas des rêveries. Des certitudes techniques et économiques.

► *Ce sont des certitudes qui ne sont pas prises en compte par le gouvernement français ?*

Le gouvernement français le sait parfaitement, mais il ne dit pas la vérité.

► *Pourquoi ment-il ?*

Pour faire vendre plus de pétrole. Et du nucléaire.

► *Vous ne pensez pas que la politique énergétique du gouvernement est scandaleuse ?*

Je le pense. Mais certains n'y perdent pas. Les groupes de pression n'y perdent pas.

► *Vous pensez que la géothermie supprimerait le chômage en Martinique et en Guadeloupe, pourquoi ?*

Avec de l'électricité à bon marché à côté d'un port, l'on peut créer des usines. Ainsi pour traiter le minerai d'aluminium, car cela ne coûte guère d'amener de la bauxite par la mer. Egalement pour la pétrochimie : le pétrole arrive par mer et est traité avec cette énergie. On peut faire également des engrais... Cela signifie qu'on peut installer des industries le long des zones portuaires avec une alimentation en énergie géothermique abondante et bon marché. Donc une industrialisation qui résorbera le chômage.

(...) D'autre part, la géothermie n'est pas une énergie nouvelle, comme on l'affirme de façon mensongère : la géothermie est en effet maîtrisée depuis trois-quarts de siècle. Elle n'a rien de nouveau. Et le Japon, en 1980, produira plus de 40 000 MW - plus que tout ce que l'EdF produit actuellement avec toutes ses centrales - et cela uniquement par la géothermie.

(*) : B.R.G.M. : Bureau des Recherches Géologiques et Minières.

la terre, chaudière naturelle

La terre produit une certaine quantité d'énergie, un certain flux d'énergie orienté du centre vers la surface. La chaleur interne du globe se dissipe de façon régulière vers la surface de la terre, mais son existence ne se manifeste que par une augmentation lente de la température avec la profondeur : c'est le gradient géothermique, c'est-à-dire que la température augmente d'un degré tous les 30 mètres, soit 3° tous les cent mètres. Ce gradient peut être inférieur dans les grandes plaines sédimentaires ou supérieur dans les zones de distension (fossés continentaux, chaînes de montagne...). On peut distinguer deux types principaux de géothermie : la géothermie dite de bassin (basse énergie), et la géothermie liée aux zones de séisme, ou de haute énergie. Les ressources en «basse énergie», ce sont des eaux au-dessous du point d'ébullition. Elles ne peuvent être utilisées que pour le chauffage. Par contre, en «haute énergie», on atteint des températures de l'ordre de 150° à 300°, qui permettent, lors des forages, d'avoir un débit, non pas d'eau chaude, mais de vapeur sèche, ou un mélange eau-vapeur avec lequel on peut produire de l'électricité, grâce à une turbine, à un coût très bas. C'est le cas de Larderello en Italie.

Il n'est pas impossible qu'il y ait des ressources en haute énergie en France, par exemple dans le Massif Central. Mais les recherches n'ont pas encore été faites pour l'affirmer !

Il y a en France des bassins sédimentaires : Bassin Parisien, Bassin Aquitain, Alsace... Ces bassins sont formés de successions de strates sédimentaires dont certaines sont perméables et à des profondeurs suffisantes pour que les températures atteintes soient exploitables. En Alsace, on peut atteindre des températures de l'ordre de 130°, à une profondeur de 1 000 m.

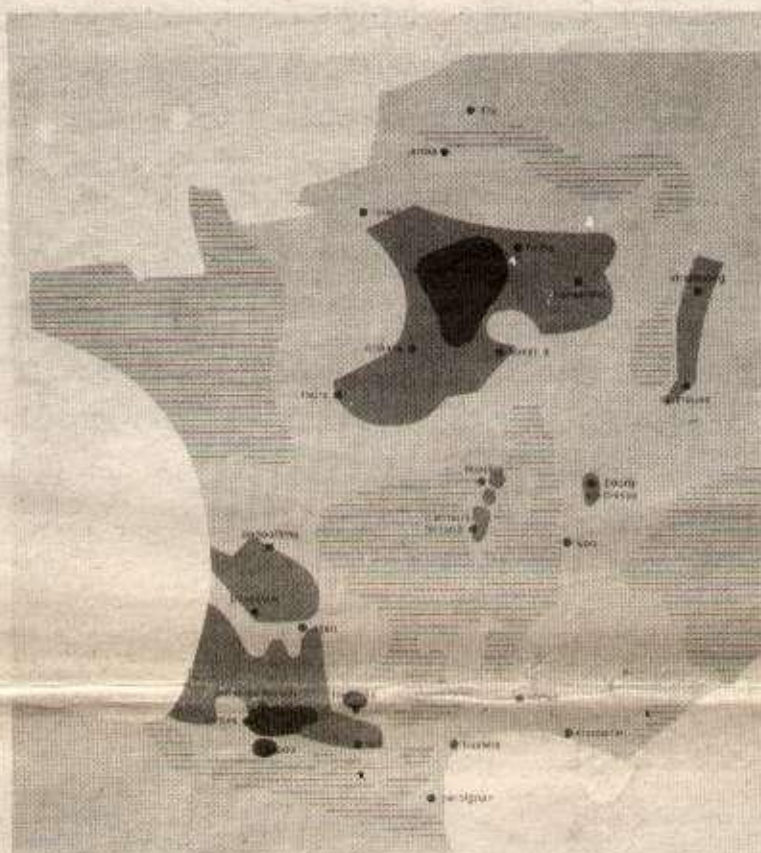


fig. 1 - Evaluation des ressources géothermiques exploitables pour le chauffage en France (données de 1975).

massifs anciens : Ces ressources sont conditionnées par les structures profondes (tectoniques, orogéniques, etc.).

ressources prouvées : Ces ressources sont conditionnées par les structures profondes (tectoniques, orogéniques, etc.).

ressources probables : Ces ressources sont conditionnées par les structures profondes (tectoniques, orogéniques, etc.).

ressources possibles : Ces ressources sont conditionnées par les structures profondes (tectoniques, orogéniques, etc.).

Quels types de nappes exploiter ?

Pour exploiter la géothermie, il ne suffit pas d'avoir une source de chaleur, il faut aussi avoir un réservoir susceptible d'accueillir des fluides qui puissent être chauffés. Ce que l'on exploite, ce sont ces fluides. Il faut donc avoir un réservoir poreux où ces fluides puissent circuler, et en plus une couverture pour éviter une déperdition de la chaleur vers la surface. L'échange géothermique de type bassin suppose une couche géologique poreuse et une profondeur de 1000 m à 2000 m. On cherche donc des formations géologiques susceptibles de contenir des nappes d'eau chaude à ces profondeurs. Pour le cas de la haute-énergie, on recherchera une formation poreuse avec une recharge naturelle d'eau et une source de chaleur à proximité de la surface.

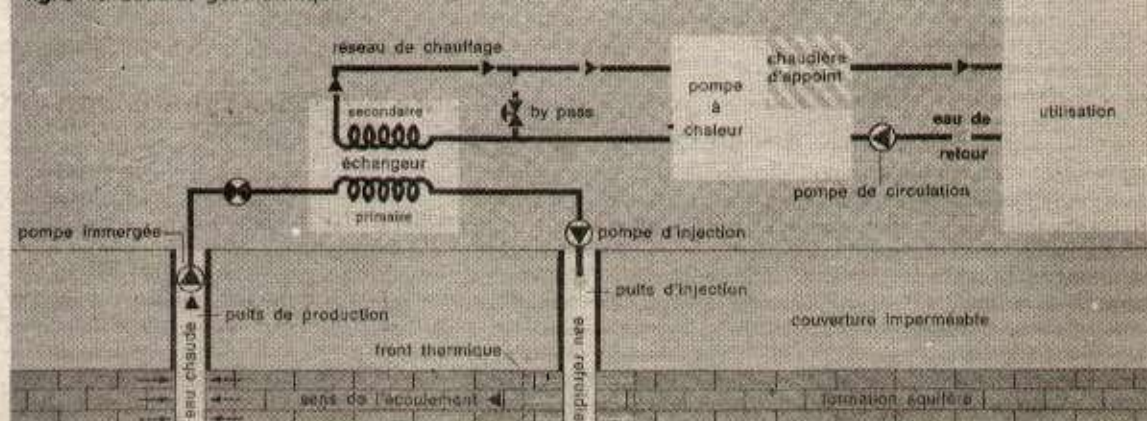
Gestion des nappes

L'exploitation des formations géothermiques profondes pour la production de chaleur, dans le cas du chauffage, s'effectue à l'aide de forages.

On fore deux puits, l'un servant à aspirer l'eau chaude, l'autre à réinjecter dans le réservoir l'eau refroidie après utilisation des calories. Cette pratique permet de maintenir la pression dans la nappe. Elle est également nécessaire, dans la mesure où l'eau chaude géothermique étant en général chargée d'impuretés, elle ne peut être rejetée dans les réseaux de surface. La réinjection d'eau refroidie permet également une meilleure utilisation du réservoir géothermique en entraînant la récupération de la chaleur stockée dans la roche du réservoir : elle joue ainsi le rôle de vecteur de calories.

Puis l'eau passe dans un échangeur qui réchauffe un autre circuit chauffant les habitations (cf. schéma).

fig. 2 - le doublet géothermique



PROCES A PRAGUE

«Étouffer complètement le mouvement de l'opposition démocratique»

Le point de vue de Jiri Pelikan

C'est lundi que s'ouvre à Prague l'un des procès les plus importants de ces dernières années, intentés par la dictature de Husak contre des membres de l'opposition démocratique. Toutes les victimes de cette parodie de procès sont membres de la «Charte 77» ou du «Comité pour la défense des personnes injustement poursuivies» (le VONS). Cette répression, qui s'inscrit dans une politique d'en-

«But de ce plan : étouffer complètement le mouvement de l'opposition démocratique avant la Conférence européenne de Madrid, qui doit contrôler la réalisation des accords d'Helsinki par les gouvernements signataires, et avant les Jeux Olympiques de Moscou. L'opposition doit donc être isolée, dans chaque pays, par des actions policières et de sévères condamnations ; en même temps, elle doit être privée de contacts internationaux avec des groupes similaires des pays de l'Est ou avec les organisations et mouvements ouvriers et démocratiques de l'Ouest. Ce n'est pas un hasard si les accusations lancées par l'agence officielle tchécoslovaque CTK contre les militants emprisonnés soulignent que les activités de ces militants ont «nuí aux intérêts de l'Etat tchécoslovaque à l'étranger». De

même, les récents procès contre les opposants marxistes au régime de Honecker (Robert Havemann et Stefan Heyn) pour publication de livres à l'étranger sans autorisation ; de même, la condamnation de Rudolf Bahro pour le même «crime» ; de même, les nouvelles lois appliquées en Allemagne de l'Est vont de pair avec le durcissement à l'encontre des opposants en URSS, en Hongrie, en Roumanie. Seule exception actuelle : la Pologne, à cause du soutien populaire à l'opposition et de la force de l'Eglise catholique.

Un élément nouveau est récemment intervenu dans ce plan de liquidation de l'opposition : la crise économique est telle que les régimes de l'Est ne peuvent plus la cacher. Les hausses de tarifs du pétrole et des autres matières

semble des autorités tchécoslovaques, prend appui sur le développement de certains aspects de la crise en Tchécoslovaquie.

Evoquant le plan du régime de Prague, Jiri Pelikan, directeur de la revue d'opposition tchécoslovaque Listy, donne dans le dernier numéro de cette revue qui vient de paraître, son point de vue, que nous publions ici à titre de document.

premières fournies «fraternellement» par l'URSS aux pays de l'Est, s'ajoutant à l'inefficacité du système bureaucratique de gestion de l'économie, ont obligé les dirigeants à augmenter les prix d'une manière qui affecte surtout les couches non privilégiées de travailleurs et de paysans. Les premiers signes du mécontentement populaire se sont manifestés en Tchécoslovaquie et en Hongrie ; ils se multiplient en Pologne. Ce n'est pas par hasard que, seuls, les salaires des policiers ont été substantiellement augmentés : un régime qui craint des explosions de colère a besoin d'une police loyale. Le spectre d'une jonction entre l'opposition politique et le mouvement spontané de mécontentement de la population pousse les dirigeants des pays de l'Est vers une répression toujours plus dure contre l'op-

position et en même temps, vers des concessions économiques et politiques qui pourraient éviter les explosions de colère populaire».

LA POSITION DU PCF

Le bureau politique du PCF, dans un communiqué, demande la libération des «citoyens tchécoslovaques poursuivis pour délit d'opinion», et leur acquittement. Il affirme être intervenu dans ce sens «ces derniers mois» auprès des dirigeants tchécoslovaques. Cette position contraste avec le silence observé par le PCF et sa presse, lors de l'emprisonnement des mêmes opposants tchécoslovaques.

Malgré les rumeurs persistantes sur l'ouverture des négociations

Les combats se poursuivent au Kurdistan

Après la libération de l'envoyé du Premier ministre, enlevé par les autonomistes kurdes du PDKI, il semble que des négociations soient entamées entre ces derniers et le ministre Dariouche Forouhar. Les autorités de Téhéran se refusent toutefois à confirmer cette information. Malgré le cessez-le-feu ordonné par le cheikh Hosseini, dirigeant religieux kurde, proche du PDKI, les affrontements se sont poursuivis au Kurdistan. Les combats de ces derniers jours ont fait 15 morts à Mahabad et 3 morts à Sanandaj, tous parmi les partisans du gouvernement central. La veille, les «gardiens de la révolution» avaient échangé des coups de feu avec les peshmergas, guérilleros Kurdes, en en blessant 4, leurs propres pertes s'élevant à un mort et deux blessés graves, selon des informations de l'agence Pars.

Jeudi, le procureur général de la révolution avait ordonné aux tribunaux islamiques de surseoir à toute exécution dans l'ensemble de l'Iran. Dans la mesure où cette décision s'étend aux militants du mouvement nationaliste kurde, elle pourrait favori-

ser aussi des négociations entre ce mouvement et les autorités iraniennes.

Par ailleurs, l'ayatollah Khomeini, qui a dirigé la répression au Kurdistan ces derniers mois, a proposé de se livrer aux autonomistes kurdes en échange de la libération de tous les prisonniers qu'ils détiennent.

D'autre part, au sujet du «5^e principe» de la Constitution qui stipule que le chef du pays devra être l'autorité religieuse suprême, l'imam Khomeini a déclaré : «Puisque le peuple... veut être guidé par le clergé, il est juste que la plus haute autorité religieuse assure les fonctions de premier ministre ou de président de la république pour qu'on ne s'éloigne pas de la loi, c'est-à-dire du Coran. La plus haute autorité religieuse ou un groupe représentatif du clergé. Par exemple, cinq sages de l'islam, capables d'administrer la justice selon l'islam». Après avoir suscité des réactions critiques sur le monopole du pouvoir par les religieux, cet article de la Constitution peut laisser supposer que les élections présidentielles qui devaient avoir lieu dans un proche avenir pourraient être purement et simplement annulées.

CAMBODGE

- Pressions et menaces de Hanoï contre la Thaïlande
- Le gouvernement de Bangkok prend des mesures en faveur des réfugiés

Alors qu'au cours de la semaine dernière, l'afflux de dizaines de milliers de réfugiés du Cambodge, fuyant leur pays sous les bombardements vietnamiens n'a fait que s'accroître, le gouvernement thaïlandais vient de prendre une décision importante : il a déclaré qu'il organiserait l'accueil de tous les réfugiés.

A cet effet, il devrait créer un centre national des réfugiés pouvant accueillir probablement 300 000 Cambodgiens. Cette décision intervient au moment où la Croix-Rouge et l'UNICEF ont annoncé une opération de grande envergure pour envoyer des secours aux Cambodgiens de l'intérieur et aux réfugiés de Thaïlande. Les organisations humanitaires commencent à envoyer, avec des moyens limités, des secours dans les zones contrôlées par la guérilla, malgré l'opposition du Vietnam et du régime installé à Phnom-Penh qu'entendaient contrôler toute aide destinée au Cambodge.

Cette série de mesures, tout à fait positives dans l'immédiat pour sauver le peuple cambodgien de la famine et des maladies, ne donne pas pour autant de solution au drame de ces centaines de milliers de

paysans chassés de leurs terres par l'agression vietnamienne. On sait, d'après l'amère expérience du peuple palestinien, quelle peut être la vie d'un peuple exilé, dépossédé, parqué à vie dans des camps. Leur avenir cela ne peut pas être de vivre au jour le jour de charité internationale, mais ce doit être le retour dans leur pays délivré de l'occupation étrangère.

On peut s'interroger sur la signification de telles mesures, qui coïncident avec une rencontre à Bangkok du vice-ministre vietnamien des Affaires étrangères N'Guyen Co Tach et du Premier ministre thaïlandais Kriangsak. Les premiers commentaires faits à la suite de cette rencontre indiquaient que les deux gouvernements étaient convenus d'empêcher la «détérioration» de leurs relations. La visite de Nguyen Co Tach s'est dé-

roulée alors que la tension à la frontière Cambodge-Thaïlande était très grande et que la possibilité d'un conflit direct n'était pas exclue : en effet les troupes vietnamiennes sont en de nombreux points à la frontière même et ont à plusieurs reprises bombardé des villages et des camps de réfugiés en territoire thaïlandais.

Que le gouvernement thaïlandais soit tenté d'adopter une attitude conciliante pourrait s'expliquer par les terribles pressions politiques et militaires auxquelles il est soumis par le Vietnam et l'URSS. En effet, le régime interne n'est guère en mesure d'affronter à l'heure actuelle l'armée vietnamienne. Il pourrait essayer d'obtenir un répit en négociant avec Hanoï. De même l'organisation des camps de réfugiés n'a-t-elle des buts autres qu'humanitaires ? Actuellement, la multiplication des camps de réfugiés a favorisé l'organisation de groupes de guérilla cambodgiens opérant des deux côtés de la frontière. En éloignant les réfugiés et en les contrôlant d'avantage,

l'armée thaïlandaise pourrait envisager d'éviter le «droit de suite» dont Hanoï a menacé sans vergogne la Thaïlande.

Cependant, même si les dirigeants thaïlandais gagnent du temps, cela ne règle nullement le fond du problème. L'expansionnisme vietnamien au Cambodge et en Indochine guette tôt ou tard la Thaïlande. Avec les autres pays de l'ASEAN, le gouvernement thaïlandais a jusqu'ici adopté une attitude relativement ferme, notamment en persistant dans la reconnaissance du gouvernement légal du Cambodge, celui du Kampuchéa démocratique. Il semble difficile que les dirigeants thaïlandais puissent reconnaître le fait accompli de l'occupation vietnamienne. Ils adopteraient alors une attitude de recul et ne feraient que précipiter les dangers menaçant ce pays. Car l'unique problème qui se pose aujourd'hui en Indochine et en Asie du Sud-Est, c'est d'exiger le retrait des troupes vietnamiennes des pays qu'elles occupent et agressent.

J.P. C.

- Corée du Sud : puissantes manifestations contre le régime fasciste

La semaine dernière, de violents affrontements se sont produits entre des étudiants patriotes et la police du régime fasciste de Corée du Sud, à Masan et Pusan. Ces manifestations étaient organisées pour protester contre l'expulsion de l'Assemblée nationale du dirigeant du Nouveau parti démocrate, M. Kim Young Sam, qui avait été suivie de la démission collective de soixante-neuf députés de l'opposition.

La situation politique et sociale étant de plus en plus explosive en Corée du Sud, Carter demande au dictateur Pak Chung Hi, son allié et protégé, d'«assouplir son attitude». Le président américain se montre ainsi très hypocrite, puisque c'est lui-même qui, au cours de sa visite en Corée du Sud, a redonné vigueur à un régime à bout de souffle. Contrairement à ses engagements, il a décidé de surarmer le régime fasciste, lui fournissant des avions F 5 et arrêtant l'évacuation des troupes d'occupation américaines. Encouragé par l'attitude de Carter, Pak a refusé toute démocratisation en Corée du Sud, a renforcé la répression contre l'opposition parlementaire et le peuple, et a saboté le processus de réunification pacifique proposé par la République populaire démocratique de Corée.

LONGWY - JEUDI 25 A 20 H 30
SALON DE L'HOTEL DE VILLE DE LONGWY-BAS

Projection d'un montage diapositives et débat sur la Chine aujourd'hui, avec un camarade ayant participé à la délégation du PCRml qui a visité la Chine en mai 1979.

SOLIDARITE AUTOUR D'ALSTHOM SAINT-OUEN

L'occupation des usines Alsthom de Saint-Ouen, a été marquée par une journée portes ouvertes ce dimanche après-midi. Alors qu'il y avait eu peu de popularisation vers la ville, un bon nombre d'habitants contactés la veille étaient venus témoigner de leur solidarité envers cette lutte.

Des syndicalistes de différentes usines sont venus apporter leur soutien et débattre de la situation dans les usines à Saint Ouen. 107 licenciements sont annoncés chez Bosch et la nécessité d'une riposte au niveau de la localité a été ressentie au cours de nombreuses discussions.

Le comité de grève s'était réuni pour la première fois ce vendredi. Ceci a permis de mieux comprendre le travail des différentes commissions, et doit renforcer la mobilisation à

l'intérieur des différentes usines occupées de Saint Ouen et étendre la popularisation à l'extérieur.

On discute beaucoup de la tactique à adopter en cas d'une intervention policière que laisse présager la décision du tribunal des référés. Mais il se manifeste une tendance à ne voir le problème de cette expulsion que sous l'angle de l'organisation de la riposte. Il se manifeste une polarisation sur ce sujet de la part des travailleurs et un certain repli sur l'usine occupée, ce qui gêne le

travail de popularisation qui doit être fait en direction des usines et de la localité. Cependant, les démarches entreprises pour la solidarité avec cette lutte prouvent que de nombreux travailleurs s'inquiètent de leur situation actuelle et regardent attentivement les luttes en cours à Saint-Ouen.

Alors qu'il semble que dans l'ensemble du groupe la détermination ne fléchit pas, l'idée de la coordination sur l'ensemble du groupe n'est pas encore perçue comme une nécessité par l'ensemble des grévistes. Les démarches à faire par les deux syndicats doivent permettre de mieux voir les aspects positifs et les obstacles à cette coordination. L'idée du cahier de revendica-

tions commun aux usines en grève est discuté par les grévistes et ce serait un pas en avant dans le renforcement de la lutte.

Lundi matin à 7 heures, la maîtrise s'est de nouveau présentée à la porte. Or il se manifeste une certaine division au sein des non-grévistes. Des manœuvres de la direction ont été mal ressenties par les non-grévistes eux-mêmes. Ainsi, un certain nombre de non-grévistes viennent, sans toutefois se manifester contre la grève. L'huissier venu constater que les portes sont toujours fermées fut reçu au cri de «300 F pour tous !» par les grévistes qui s'étaient particulièrement mobilisés pour la garde de la nuit.

Correspondant
Alsthom SAINT-OUEN

Lourdes condamnations au procès des militants bretons

La Cour de Sécurité de l'Etat a rendu son verdict samedi soir dans le procès des autonomistes bretons. Lionel Chenevière et Patrick Montauzier ont été condamnés à 15 ans de réclusion criminelle : cette peine est confondue avec la même peine qu'ils s'étaient déjà vu infliger pour l'attentat du château de Versailles. Michel Herjean, impliqué dans une douzaine d'attentats, est condamné à neuf ans de réclusion criminelle. Les deux accusés absents, Yann Fouéré et Ange Perresse, sont condamnés par défaut respectivement à huit et sept ans de réclusion criminelle.

Yann Puillandre est condamné pour association de malfaiteurs à qua-

tre ans de prison ferme, Michel Hellequin à cinq ans dont dix-huit mois avec sursis, Daniel Hamon, Jean-François Le Guellec et Alain Coviaux à cinq ans dont trois avec sursis, Alain Pelle à quatre ans et Jacques Denis à quatre ans dont deux avec sursis, et Alain Furet à quatre ans, dont trois avec sursis.

Huit des inculpés, qui avaient été remis en liberté, ont été condamnés à des peines totalement assorties du sursis. Trois inculpés sont acquittés : Michel Salomon, Bernard Le Fouest et Serge Rojinski. Ce dernier purge actuellement une peine de huit ans de réclusion criminelle pour une autre série d'attentats.

• Aix-en-Provence : victoire de la droite

Les élections municipales d'Aix-en-Provence, consécutives à l'annulation des élections pour la seconde fois depuis mars 1977, ont marqué un net recul de la gauche, qui, pour la première fois, se présentait unie. La liste dirigée par le radical valoisien Joissains est élue dès le premier tour. Il y a près de 40 % d'abstentions. Ont obtenu : liste Joissains : 50,90 % des voix ; liste Vidal (apolitique de droite) : 7,27 % des voix ; liste Picheral (union de la gauche) : 41,82 % des voix. La liste Cardon (homosexuels) n'avait pas déposé de bulletins.

L'ampleur de la défaite de la gauche est d'autant plus nette que c'était la première fois que la gauche présentait une liste commune aux municipales. La gauche fait son plus mauvais score de ces trois élections municipales successives.

• Tué à l'école

Un petit écolier de 9 ans est mort jeudi après-midi, écrasé par la chute du bras d'un treuil mécanique, entreposé sur un camion au milieu de la cour de récréation. En effet, cette école du 15^e arrondissement de Paris était en travaux depuis le 7 septembre. Une maigre palissade séparait le chantier de la cour de l'école, et lors de leurs jeux en début d'après-midi, quelques élèves se sont approchés de la camionnette. Soudainement le bras de l'engin a lâché et s'est abattu sur la tête de Laurent Chevalier.

Les parents d'élèves se sont aussitôt mobilisés et viennent de décider de ne plus envoyer leurs enfants dans cette école vétuste, tant que les travaux ne seront pas terminés. Une question se pose après ce drame horrible. Pourquoi avoir attendu la rentrée scolaire pour débiter les travaux, alors que pendant toutes les vacances, bien que les crédits soient débloqués, rien n'a été fait ? Et pourquoi la mairie de Paris, au courant de ce retard, n'a pris aucune mesure pour faire accélérer les travaux, six semaines après la rentrée scolaire, dans une école surchargée ?

• Belgique : affrontements linguistiques

Dimanche, de graves affrontements se sont déroulés dans la ville de Gravenweeren, dans la région des Fournons, dans l'Est de la Belgique. A l'appel d'organisations d'extrême-droite, plusieurs milliers de manifestants, venus pour une grande part des Pays-Bas, ont pénétré dans la région pour exiger le maintien des six communes dans la province du Limbourg, d'expression allemande. Des heurts violents se sont produits avec la police. Il y a une trentaine de blessés et plus de 150 arrestations.

• Cambodge

Les ministres des Affaires étrangères de la CEE, ont décidé d'envoyer une aide humanitaire importante à la population cambodgienne, ainsi qu'aux pays qui accueillent des réfugiés. Les ministres de la CEE se sont déclarés prêts à envoyer cette aide dans toutes les parties du Cambodge, rejetant ainsi les exigences du régime fantoche de Phnom Penh, qui prétend interdire à l'aide internationale de parvenir dans les régions tenues par la résistance cambodgienne.

L'agression vietnamienne menace de plus en plus nettement la Thaïlande : des obus vietnamiens sont tombés en territoire thaïlandais, faisant plusieurs victimes.

GREVE AU MONOPRIX D'AIX-EN-PROVENCE

Mardi 16 octobre, une assemblée générale du personnel du Monoprix d'Aix, en majorité féminin avec la section syndicale CGT décident un débrayage. En effet, les conditions de travail ne cessent de se dégrader : diminution du personnel, locaux de moins en moins salubres ; de plus, les salaires sont extrêmement bas, le salaire moyen brut s'élevant à 2115 F par mois et ce à raison de 40 heures par semaine. La direction s'engage en outre dans une politique de contrat d'embauche (un ou deux jours de travail par semaine).

Aussi, le personnel de Monoprix exige l'augmentation des salaires, l'amélioration des conditions de travail, entre autre l'em-

bauche de personnel, le paiement intégral des heures de grève. Devant le refus de la direction, 90% du personnel décide alors la grève : les deux premiers jours, vendredi et samedi, montrant une grande volonté de mobilisation de la part des grévistes, comme d'ailleurs le fait remarquer une déléguée CGT du magasin ; pendant cette période, le piquet de grève s'organise ; distribution de tracts et panneaux expliquent la raison de la grève, des prises de parole au bigophone ont également lieu.

Pour sa part, la direction, pour ne pas fermer son magasin et dans le but de briser la grève, a fait travailler de jeunes stagiaires

de 14 à 16 ans dans le cadre de la formation Barre.

Cependant, les grévistes restent fermes sur leurs revendications et le piquet de grève permet d'organiser le soutien financier et d'appeler les clients à ne pas acheter dans le magasin durant cette période.

Ceci a été en partie réalisé car pendant ces deux premiers jours, à la satisfaction des grévistes, il y avait peu de monde dans le magasin ; par contre, à l'extérieur, les discussions sont nombreuses. Ainsi, une jeune chômeuse ne comprend pas trop pourquoi les employés se plaignent : il y a deux ans qu'elle cherche à travailler ; une employée en lutte

lui explique quelles sont les conditions de travail et comment la direction tire sur la corde. Une seconde, qui est à un an de la retraite, lui explique comment, depuis trois ans, elle se trouve seule dans un travail où avant, elles étaient trois et qu'une des revendications aujourd'hui est bien l'embauche de personnel. Il est important aujourd'hui que le soutien s'organise ; c'est ainsi que déjà des employés du Centre Technique Régional et du garage Citroën se sont engagés dès lundi, à appeler sur leur lieu de travail au boycott du magasin durant la période de grève et à organiser le soutien financier.

Correspondant

REUNION DU CONSEIL NATIONAL DU PCF

Samedi et dimanche, le conseil national du PCF, organisme créé à l'issue du 23^e Congrès, a tenu sa première réunion sur le thème de l'activité du PCF dans les entreprises. Le conseil national a discuté sur un rapport de Jean Colpin et une intervention de Marchais. Nous reviendrons dans notre prochaine édition sur le contenu de cette réunion.

VISITE DU PRESIDENT HUA GUOFENG EN RFA

Dimanche, le président Hua Guofeng a quitté la France pour l'Allemagne fédérale, où il doit effectuer une visite officielle d'une semaine.

CONFERENCE DE LONDRES : LE FRONT PATRIOTIQUE EMPECHE LA RUPTURE

La conférence constitutionnelle sur l'avenir du Zimbabwe (Rhodésie) a repris vendredi à Londres, après une crise qui avait failli provoquer son échec. En effet, le gouvernement britannique avait demandé au Front Patriotique, mouvement de libération du Zimbabwe, d'accepter tel quel le projet de Constitution avant que s'ouvre la deuxième phase des négociations portant sur la période intérimaire et l'organisation d'élections libres. Les Britanniques, en posant un ultimatum, avaient pour but de rejeter le Front de la conférence pour ensuite passer un accord avec le régime fantoche de Muzorewa afin de le re-

connaître et de lever les sanctions économiques contre le régime rhodésien.

En fait, le Front Patriotique, faisant preuve d'une grande souplesse diplomatique allée à une ferme défense des principes a réussi à éviter la rupture recherchée par les impérialistes occidentaux. Il n'a pas changé sa position qui est d'affirmer que la négociation ne peut être que globale, portant à la fois sur la constitution et l'organisation de la période transitoire. Mais il a déclaré : «Si nos aspirations sur les problèmes fondamentaux concernant la période transitoire sont satisfaites,

il ne sera pas nécessaire de revenir sur la discussion concernant la constitution, y compris sur les points où nous avons fait des objections».

Maintenant, sur la période transitoire (pouvoir intérimaire, organisation des élections, maintien de l'ordre) c'est la partie la plus dure des négociations qui commence. Le Front Patriotique essaiera de les mener le plus loin possible. Tout en poursuivant au pays la lutte armée de libération. Celle-ci permettra de gagner de toute façon le pouvoir pour le peuple, même s'il lui est refusé par les impérialistes à Londres.